

Relations de l'OCDE avec la société civile par Meggan Dissly, Responsable des relations avec la société civile, OCDE

L'intérêt suscité par la mondialisation dans les opinions publiques a conduit l'OCDE à développer ses relations avec la société civile et ses analyses bénéficient ainsi d'une contribution croissante des organisations représentatives de la société civile (OSC). Les pays membres considèrent que le dialogue établi contribue à bâtir la confiance dans les institutions publiques et à améliorer la compréhension des transformations économiques et sociales qui s'opèrent à l'échelle de la planète.

L'OCDE a établi des liens avec la société civile dès sa création, notamment par l'intermédiaire du Comité consultatif économique et industriel auprès de l'OCDE (BIAC) et de la Commission syndicale consultative auprès de l'OCDE (TUAC). Ces deux organes consultatifs contribuent à enrichir les travaux de l'OCDE dans plusieurs domaines, dont le développement durable, la biotechnologie, le gouvernement d'entreprise, l'emploi et la coopération pour le développement.

La coopération de l'OCDE avec le BIAC et le TUAC a été complétée, ces dernières années, par diverses activités de coopération avec d'autres représentants de la société civile et des parlementaires dans le cadre de consultations périodiques sur certains thèmes. Les consultations en ligne permettent d'élargir la participation aux travaux de l'OCDE et le site Internet de l'OCDE facilite l'accès à une véritable mine de statistiques et de rapports. Les forums et les ateliers organisés dans le monde entier offrent de nombreuses possibilités de discuter avec des représentants de la société civile de questions d'intérêt régional ou mondial.

Les Forums de l'OCDE s'inscrivent dans sa stratégie d'ouverture à l'égard de la société civile et des gouvernements tant dans les pays membres de l'OCDE que dans les autres. Ils permettent d'aborder la dimension mondiale de certains thèmes et de traiter de sujets comme la gouvernance publique ou la politique de l'emploi à l'échelle d'un pays ou d'une région.

Le Forum annuel de l'OCDE est un « sommet multipartite » qui réunit des représentants du monde de l'entreprise et des syndicats, des personnalités de la société civile, des ministres et des responsables d'organisations internationales pour discuter des grands thèmes de l'ordre du jour de la réunion annuelle du Conseil de l'OCDE au niveau des Ministres. Le premier Forum de l'OCDE s'est tenu en 2000.

L'ordre du jour de la réunion ministérielle annuelle de l'OCDE et le Forum de l'OCDE s'appuient sur les travaux de ses 150 comités et groupes spécialisés qui sont au cœur de son activité. C'est dans le cadre de ces comités et sous groupes que sont étudiés les travaux analytiques et que se dégagent les consensus propres à étayer les politiques publiques et c'est aussi à ce niveau que la société civile peut exercer un impact réel.

Les comités de l'OCDE sont constitués d'experts des gouvernements qui se réunissent plusieurs fois par an pour débattre de problèmes intéressant l'action des pouvoirs publics sur la base d'analyses, de statistiques et de la mise en commun des expériences des pays membres. Ils traitent des mêmes domaines d'action que les ministères, par ex., l'environnement, l'emploi, les finances ou l'éducation. Leurs conclusions peuvent prendre la forme de recommandations officielles ou d'« instruments de l'OCDE ».

Les comités de l'OCDE ont mis au point leurs propres procédures pour dialoguer avec la société civile. Certains comités organisent des consultations périodiques informelles sur différents thèmes, tandis que pour d'autres, ces rencontres sont plus régulières et plus structurées. Plusieurs OSC ont un statut d'observateur auprès de certains comités et d'autres participent à part entière à leurs réunions. Des OSC ont aussi été invitées à participer à des réunions au niveau ministériel.

Les OSC jouent un rôle actif à chaque stade de la formulation, de la mise en œuvre et du suivi des produits des travaux de l'OCDE comme les Lignes directrices de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales, les Principes de gouvernement d'entreprise, les Lignes directrices de l'OCDE régissant la sécurité des systèmes et réseaux d'information ou la Convention de l'OCDE sur la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions financières internationales.

Ces dernières années, le développement des échanges et des investissements a plus particulièrement conduit les opinions publiques à s'intéresser à la mondialisation. Les OSC qui représentent les entreprises, les syndicats, les partisans de l'environnement et du développement ainsi que les consommateurs se réunissent annuellement avec les membres du Comité des échanges. Les OSC actives dans le domaine de l'environnement et du développement, les fédérations patronales et les banques suivent de très près les travaux du Groupe de travail sur les crédits à l'exportation et les garanties de crédit.

Les pays membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE, qui fournissent plus de 90 % de l'APD mondiale, se consultent sur les politiques d'aide et sont en contact avec des OSC de pays développés et en développement. Les OSC ont participé à la rédaction des Principes directeurs du CAD sur la réduction de la pauvreté et contribuent à la définition de stratégies en faveur du développement durable, de la prévention des conflits et du renforcement de capacités commerciales.